

Unité départementale de Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 24 janvier 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 5 décembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

LORMAFER

La Houve Siège 1 - BP 71

57150 Creutzwald

Références : CREUTZWALD_LORMAFER_2024-01-15_RAPVI-PPC_APE_25886
Code AIOT : 0006201114

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 décembre 2023 dans l'établissement LORMAFER implanté La Houve Siège 1 BP 71 - 57150 Creutzwald. L'inspection a été annoncée le 27 novembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle auquel l'établissement est inscrit.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LORMAFER
- La Houve Siège 1 BP 71 - 57150 Creutzwald
- code AIOT : 0006201114
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : non

Créée en 1961, la société LORMAFER, basée sur l'ancien carreau de la mine au Siège 1 - La Houve sur la commune de Creutzwald, est spécialisée dans la maintenance de matériel ferroviaire (nettoyage des wagons-citernes et opérations de traitement de surface). Elle fait partie du groupe NOVAFER qui dispose également d'un centre de maintenance en région Auvergne Rhône-Alpes. LORMAFER exploite le site de Creutzwald sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administratives
- Prévention des risques technologiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative - rubrique 2940-2a	Arrêté préfectoral du 12/07/2013, article I.2 (partiel)	Sans objet
2	Inventaire des produits	Arrêté préfectoral du 12/07/2013, article 6.2.1 (partiel)	Sans objet
3	Dispositifs de rétention	Arrêté préfectoral du 12/07/2013, article 6.6.5	Sans objet
4	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté préfectoral du 12/07/2013, article 6.7.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté préfectoral du 12/07/2013, article 6.7.5 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, aucune non-conformité n'a été constatée sur les points contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - rubrique 2940-2a

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12/07/2013, article I.2 (partiel)
Thème(s) : Situation administrative, rubrique 2940-2a
<p>Prescription contrôlée : Les installations dont l'exploitation est autorisée par le présent arrêté, sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. [...] N° de la rubrique ICPE concernée : 2940-2a Régime : A Libellé de la rubrique : Vernis, peintures, apprêt, colle, enduits, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion : - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumeuses, couvertes par la rubrique 1521 ; - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930 ; - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : a) supérieure à 100 kg/j Volume de l'activité : La quantité maximale journalière de produits utilisée est de 800 kg/j pour une consommation moyenne de 550 kg/j. [...]</p>
<p>Constats : Vu le suivi de la consommation de peintures et vernis : l'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Inventaire des produits

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12/07/2013, article 6.2.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, état des stocks
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition [...] L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) [...]</p>
<p>Constats : Après la visite d'inspection, l'exploitant a fourni par courriel, le 8 décembre 2023, l'état des stocks de peinture ainsi que des produits chimiques présents sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositifs de rétention

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12/07/2013, article 6.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, règles de gestion des stockages en rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
Constats : L'inspection a constaté que le stockage des produits dangereux était réalisé : <ul style="list-style-type: none">- dans 3 conteneurs avec rétention (à l'abri des intempéries),- sur une surface bétonnée dédiée,- par famille de produits afin d'éviter les incompatibilités,- avec affichage sur chaque conteneur de stockage de la liste des produits présents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12/07/2013, article 6.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, ressources
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- neuf poteaux incendie et quatre bouches incendie ainsi que des extincteurs adaptés aux risques judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles ;- un débit de 180 m³/h d'eau d'extinction incendie pendant deux heures ; ce volume devra être utilisable par tout temps simultanément à partir du réseau AEP et d'une ou plusieurs réserves incendie judicieusement disposées ou à partir du réseau AEP et du réseau industriel présent sur le site. En tout état de cause, les moyens incendie disponibles sur le site doivent être conformes aux demandes des services d'incendie et de secours. Les tuyauteries constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Si le débit d'eaux d'extinction est réalisé à partir du réseau communal, l'exploitant s'assure que les poteaux incendie situés autour du site sont d'un modèle incongelable et comportent des raccords normalisés.
Constats : L'exploitant a présenté plusieurs plans (généraux et par atelier) localisant les moyens de lutte contre l'incendie, respectivement les poteaux et bouches incendie ainsi que les extincteurs adaptés aux risques. Vu le dernier bon de contrôle réalisé par l'entreprise ALTOFEU du 21 décembre 2022 recensant les 184 extincteurs du site et quatre robinets incendie armés.

Pour assurer un débit de 180 m³/h pendant 2 heures, l'exploitant a installé une bâche de réserve incendie de 250 m³ dont le débit a été contrôlé par le SDIS. L'exploitant a transmis par courriel à l'inspection, le 8 décembre 2023, l'attestation du SDIS correspondante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12/07/2013, article 6.7.5 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, protection des milieux récepteurs

Prescription contrôlée :

L'exploitant remet, sous un délai n'excédant pas six mois, à l'inspection des installations classées une étude portant sur les aménagements prévus pour répondre à l'objectif ci-après. Cette étude comporte un échéancier des travaux à réaliser.

Objectif de l'étude.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par les articles 3.3.7 et 3.3.8.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un projet d'aménagement répondant aux besoins de confinement des eaux polluées lors d'un accident. L'exploitant a fourni l'étude d'avant projet présentant la solution proposée et un échéancier de réalisation des travaux.

Type de suites proposées : Sans suite